

Forum de Turin sur les droits sociaux en Europe

Turin, 18 mars 2016

Transcription de l'intervention de M. Angelo Farrugia, Président de la Chambre des représentants de Malte (*texte original en anglais*)

Seul le prononcé fait foi.

Je vous remercie, Monsieur le Président J'ai écouté les interventions des deux orateurs de marque, MM. Jean-Paul Fitoussi et Olivier De Shutter, et je souhaiterais formuler un certain nombre d'observations en réponse, notamment pour ce qui concerne l'Union européenne – c'est-à-dire nous, en tant qu'Européens. Je voudrais que les choses soient claires.

Lorsque vous avez évoqué l'idée d'un Gouvernement européen, M. Fitoussi, vous avez eu des mots très durs. Les miens le seront plus encore. Car affirmer que les problèmes que nous rencontrons au sein de l'Union européenne et dans les Etats membres du Conseil de l'Europe viennent de ce que nous n'avons pas de Gouvernement de l'Union européenne me paraît assez osé.

Il faut en effet bien voir que, sur les 28 pays que compte l'Union, il n'y en a guère que dix ou quinze tout au plus qui souhaiteraient un gouvernement totalement fédéral.

Je crois que nous devrions aborder la question autrement. Nous devrions songer à d'autres solutions. Que se passe-t-il dans l'Union européenne ? Vous avez mentionné la Grèce ; pour ma part, je mentionnerai Chypre. Je viens d'un autre pays, et je me souviens parfaitement de ce que j'ai dit devant le Parlement cypriot au début de l'année dernière, à l'occasion des cérémonies organisées pour célébrer l'avènement du processus démocratique, 40 ans après le coup d'état dirigé contre le Président Makarios.

Ce qui m'a frappé dans les propos que m'ont tenus les citoyens chypriotes que j'ai croisé dans la rue et les parlementaires avec lesquels je me suis entretenus, c'est cette simple question qu'ils posent : pourquoi sommes-nous traités de façon discriminatoire en ce qui concerne le plan de sauvetage de l'UE pour Chypre ? Et ce n'est là qu'un seul exemple. Chypre a été traitée différemment des autres pays. Est-ce juste ? Non. Le message que l'UE envoyait à la population n'était manifestement pas le bon. Et la liste de ces errements est longue. Vous avez parlé de Chypre. Lorsqu'ils ont voté, les citoyens se sont exprimés pour Chypre, mais ils ne disposaient pas des bonnes informations de l'UE. Il y a donc, ici aussi, quelque chose qui ne fonctionne pas bien.

Ce qu'il faut s'efforcer de faire, me semble-t-il – et nous nous y employons dans nos petits pays -, c'est chercher à instiller une bonne gouvernance dans toutes les institutions. Pas seulement dans les instances politiques, mais partout. Etre informé est un droit. Nous, les citoyens, sommes en droit d'être informés. La démocratie ne doit pas se limiter à aller déposer un bulletin dans l'urne. La démocratie, c'est pouvoir disposer de toutes les informations nécessaires pour prendre une décision en connaissance de cause, pour placer à la tête du pouvoir les bonnes personnes capables de gouverner en toute transparence.

Or que se passe-t-il en Europe? Vous avez cité, Dieu m'en préserve !, Le Pen, et Trump aux Etats-Unis. Mais n'est-il pas déjà trop tard ? Nous en sommes aujourd'hui à envisager une nouvelle fois de faire ce que nous aurions dû faire avant. C'est cela, l'idée de la politique - celle que l'on écrit, pas celle que l'on revisite. Les partis politiques ont misé sur l'économie, espérant qu'elle résoudrait les problèmes mathématiques de chiffres et d'endettement – car c'était là qu'on les attendait – sans se préoccuper des droits des individus.

Lorsque, dans le souci de doper l'économie, le parti au pouvoir fait fait porter le gros des efforts sur l'endettement et le déficit budgétaire en faisant l'impasse sur les droits des travailleurs, il peut tenir de la sorte cinq, voire dix ans, mais ensuite, il va perdre de sa valeur et finit par s'effondrer entièrement. Le choix qui s'offre alors aux citoyens est un choix à sens unique. De « blasés », ils deviennent extrémistes,

de gauche ou de droite. C'est précisément, et malheureusement, ce à quoi nous assistons et qui résulte d'une série de problèmes qui se sont accumulés au fil des ans.

Je m'en suis ouvert à M. Juncker lors de sa récente visite à Malte, ainsi qu'au Président du Conseil européen, M. Donald Tusk, qui l'accompagnait. Nous avons parlé du Traité de Lisbonne, qui est un bon traité, et du rôle des parlements nationaux, qui devraient avoir des prérogatives plus grandes au sein des institutions de l'UE. Est-il exact d'affirmer que cela ne fonctionne pas, ou pas assez bien ? Chacun en est conscient. Et chacun est aussi conscient que, réciproquement, l'Union elle-même doit renforcer son pouvoir auprès des parlements nationaux.

Comment peut-on en effet espérer régler la question de la démocratie si l'on ne communique pas en permanence avec les citoyens ? D'ordinaire, nous sommes les experts, nous évoluons dans les hautes sphères des institutions, et nous sommes détachés de la base. Ce constat m'a amené à proposer, par exemple, de mettre en place un projet pilote pour y remédier – car revisiter le Traité de Lisbonne exigerait à nouveau cinq ans, et les choses ne feraient que s'aggraver.

Il faut recourir à des plans d'urgence pour s'attaquer à ces problèmes. Nous discutons ici des droits sociaux, de la Charte sociale, et nous touchons aussi à des questions économiques dont nous ignorons tout – je l'ai constaté hier, lors de mon intervention à la Conférence -, sans que cela inquiète qui que ce soit. Ceux qui nous gouvernent le savent. Quant aux syndicats, ils sont réduits au silence. Certains d'entre eux n'osent même pas lever la main pour demander ce qu'il se passe. Ce ne sont plus les syndicats des années 70 ou 80. Nous vivons aujourd'hui une époque où d'aucuns voudraient s'exprimer, mais ont peur de le faire.

Redresser les chiffres est autrement plus important que rechercher des solutions au problème des droits des travailleurs, de ceux qui sont issus des couches les plus pauvres de la population ! Et à tous ceux qui pensent qu'il faudrait que cela change, je rappellerai simplement ceci : en Europe, la population se compose de 70% de travailleurs, la classe moyenne y représente peut-être 20%, et les 5-10% en haut de l'échelle s'accaparent tout.

Je crois que nous devons repenser nos politiques. Il faut que les partis politiques revoient leurs valeurs morales, et j'ai le sentiment que notre Union européenne doit réorienter son action. Nous ne parvenons mêmes pas à nous entendre sur un point particulier. Vous avez évoqué aujourd'hui la question de l'immigration. Même sur ce grave problème, nos valeurs morales sont mises à mal. Si l'on perçoit l'immigration de manière négative, c'est que l'on passe à côté de l'essentiel. Il est vain d'espérer un renforcement de l'Union européenne si l'on ne peut apporter une réponse collective à cette question aussi importante.

A Malte, nous avons décidé de nous doter d'une convention constitutionnelle. Nous nous sommes dit que l'on ne pouvait pas débattre de questions constitutionnelles, y compris de valeurs énoncées dans la Charte sociale, si l'on ignorait ce qui figure dans la Constitution. Comment voulez-vous discuter d'un article constitutionnel si les citoyens ne savent pas qu'il concerne une valeur qui est déjà inscrite dans la Constitution ? Ou qui devrait l'être ? Nous allons dans les écoles parler avec les enfants, nous allons dans les usines parler avec les travailleurs, nous allons au contact des jeunes et des ONG, et nous discutons. Parce que la démocratie, c'est l'affaire des citoyens. Et la Charte sociale, c'est l'affaire des droits des citoyens.

Voilà pourquoi nous avons encore, à mon sens, tant à faire.

Je vous remercie beaucoup de votre attention.